élections régionales

Dans le sprint final la droite se veut confiante

Avec Bruno Le Maire en tête d'affiche, le meeting départemental de la liste UDI-Les Républicains-MoDem a rassemblé plus de 300 personnes, hier à Blois.

A peine de retour d'un séjour en Guyane et aux Antilles, où il était allé également soutenir les candidats de la droite et du centre, l'ancien ministre Bruno Le Maire était hier soir la tête d'affiche du meeting organisé à Blois par la liste d'union UDI-Les Républicains-MoDem, menée par Philippe Vigier. La salle Beauce, rue Dupré, a fait le plein et rassemblé plus de 300 personnes.

Le député de l'Eure a profité de son voyage en Loir-et-Cher pour louer la méthode employée par les différentes composantes de la droite et du centre dans le Centre-Val de Loire afin de créer les conditions d'un large rassemblement. *« Ici, les ambitions personnelles ont été mises de côté au profit d'une ambition commune,* se félicite-t-il. *Face à la progression du Front national qui est le produit de notre faillite collective, la division n'est plus une option. »* Le probable candidat à la primaire souhaite que ce modèle soit étendu à l'ensemble de sa famille politique, dans la perspective des présidentielles. Même si, a-t-il regretté, *« l'intelligence est rarement contagieuse. »*

De gauche à droite : Nicolas Perruchot, Philippe Vigier, Jacqueline Gourault, Bruno Le Maire, Guillaume Peltier, Isabelle Maincion et Marc Fesneau, hier avant le meeting de Blois.

Le chapitre le plus important du programme de la liste Vigier ? *« Celui qui concerne l'apprentissage,* répond-t-il sans hésitation. *Le traitement social du chômage, cela ne fonctionne pas, il faut promouvoir les filières professionnelles qui correspondent au besoin des entreprises. Et surtout, passer aux actes ! »*

Si les sondages sont favorables à la droite dans la région, la prudence reste néanmoins de mise. *« L'enjeu, c'est la mobilisation de notre électorat,* insiste l'UDI Isabelle Maincion. *La période est doublement compliquée, à un moment inhabituel pour une élection et après les attentats de Paris. »*

Pour convaincre les indécis ou les potentiels abstentionnistes, le MoDem Marc Fesneau compte sur les propositions en matière de développement économique et d'emploi. *« Il faut refaire confiance aux chefs d'entreprises »*, martèle-t-il. *« La France ira mieux si les régions vont mieux »*, ajoute Philippe Vigier.

Quant à Guillaume Peltier, chef de file des Républicains dans la région et tête de liste en Loir-et-Cher, il insiste à nouveau sur le concept de *« Renaissance »* porté par une équipe qui aborde la dernière ligne droite *« avec confiance et humilité. »* Verdict dimanche prochain.

Christophe Gendry

collectivités locales

Approlys récompensée donne l'exemple

La centrale d'achat Approlys, après avoir été citée en exemple par la Cour des comptes, s'est vu remettre la plus haute distinction dans son domaine d'intervention : le trophée de la commande publique 2015. Autant dire que les participants à l'assemblée générale d'Approlys, vendredi à Chartres, arboraient un sourire légitimement satisfait. *« Nous avons d'autres raisons de l'être,* explique Jean-Charles Manrique, directeur de la centrale d'achat, *puisque notre assemblée générale est l'occasion d'annoncer que nous avons atteint le seuil de 600 adhérents et sommes ainsi devenus la première vraie centrale d'achat régionalisée en France ! »*

Rappelons qu'Approlys est née, il y a deux ans, d'un partenariat entre les départements d'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher et du Loiret pour mutualiser leurs achats. La centrale fédère aujourd'hui les six départements du Centre, les villes préfectures sauf Blois et Chartres, mais aussi des collectivités d'autres régions qui, toutes, cherchent à mutualiser leurs achats pour réaliser des économies.

« L'autre bonne nouvelle de notre assemblée générale, poursuit Jean-Charles Manrique, *ce sont nos résultats : nous avons réalisé une économie de 20 % sur les marchés conclus (pour 30M€) alors que nous misions sur 5 % à 10 % seulement. »* Ces marchés concernent aussi bien l'approvisionnement en gaz que l'achat de véhicules pour les collectivités.

Fortes de son dynamisme et de ses résultats, forte de son originalité en France, Approlys invite désormais d'autres collectivités à se regrouper en centrales d'achat. Sur son site internet, figure maintenant un onglet qui explique comment s'y prendre : *« Cela devrait rapidement intéresser les nouvelles Régions,* précise Jean-Charles Manrique, *et nous sommes évidemment prêts à leur faire bénéficier de toute notre ingénierie de montage du projet. »* En région Centre-Val de Loire, où le conseil régional a créé – après Approlys – sa propre centrale d'achat, les choses pourraient changer : *« Si la droite est élue, je pense que Centre'Achats rejoindra très rapidement Approlys »*, estime le directeur.

Bruno Besson

éducation

L'enseignement agricole dans le débat régional

A l'appel de l'Intersyndicale régionale (FSU-CGT-FO-SUD), plus d'une vingtaine d'agents (professeurs de lycée, administratifs, techniciens, agents techniques, formateurs de CFA et CFPPA), ont rencontré, à Orléans, le 24 novembre, des représentants des candidats aux élections régionales d'une part et leur autorité académique d'autre part, en l'occurrence Jean-Roch Gaillet, directeur régional de l'agriculture (Draaf).

« L'idée est de faire entendre nos revendications », explique Frédéric Chassagnette (FSU), porte-parole de l'intersyndicale.

Des revendications rassemblées en une dizaine de points forts sur lesquels ont notamment eu lieu les échanges avec les candidats.

Olivier Frézot (PS) a retenu *« la nécessité de redonner davantage de lisibilité quant aux investissements dans les établissements publics locaux de formation, voire d'envisager la mise en place de plans de suivi, de maintenance et d'anticiper les renouvellements du matériel investi au service de la formation. »*

Jacques Martinet a indiqué, pour sa part, que l'agriculture, sous l'angle économie/emploi et formation/apprentissage était bien une priorité de la liste Vigier.

« Nous avons senti l'embarras de l'équipe de campagne quand il s'est agi de s'avancer sur les intentions de celle-ci vis-à-vis des personnels techniques des lycées et, pour tout dire, une absence de réponse sous couvert d'un " défaut de transparence " au sein de la collectivité sur ce dossier », résume Frédéric Chassagnette.

Marc Brynhole (Front de gauche) a, quant à lui, apporté son soutien aux différentes revendications portées par l'Intersyndicale.

Pour l'intersyndicale, enfin, la rencontre avec le Draaf *« nous a confortés dans la nécessité de rester mobilisés pour infléchir la donne pour un enseignement public qui ne dispose pas des moyens de ses ambitions ! »*

L'intersyndicale a rencontré les représentants du Loiret de la liste conduite par Philippe Vigier.

en bref

MEETINGS

Nicolas Sarkozy à Orléans pour soutenir Philippe Vigier

Après Bruno Le Maire à Blois hier soir et Alain Juppé près de Chartres le 1er décembre, c'est Nicolas Sarkozy qui viendra soutenir cette liste à Orléans, le 2 décembre. La réunion aura lieu à 19 h à Saint-Jean-le-Blanc (Loiret), salle Montission, avenue Jacques-Douffiagues.

Joly et Mamère à Tours avec Charles Fournier

Le meeting régional de fin de campagne d'Europe Ecologie-Les Verts est programmé mercredi 2 décembre à Tours, salle polyvalente des Halles (place Gaston-Pailhou), à partir de 20 h. La tête de liste Charles Fournier sera accompagné d'Eva Joly et Yannick Jadot, députés européens, ainsi que Noël Mamère, député. Thème principal de la réunion : la transition écologique et sociale de l'économie.

TRANSPORTS

Les candidats interrogés par les anti-Pocl

L' « Association non au Pocl, oui aux solutions alternatives » demande le retrait du projet de seconde ligne à grande vitesse Paris-Lyon (dite Pocl) afin de promouvoir des alternatives moins coûteuses et moins destructrices sur les plans économique, écologique, social et plus rapidement réalisable. L'association a envoyé trois questions aux candidats aux régionales, dont elle attend les réponses : *« Si vous êtes élus, quelle politique ferroviaire régionale mettrez-vous en œuvre concernant les TER, TET (InterCités), TGV et lignes de cars ? Si l'État et la SNCF persévèrent, quelle sera votre position ? Finalement, êtes-vous favorable au projet Pocl ? »*

http://non-au-pocl.fr/